

Bruxelles, le 11 mai 2020
(OR. en)

7915/20
OJ CRP2 19

ORDRE DU JOUR PROVISOIRE
COMITÉ DES REPRÉSENTANTS PERMANENTS (2^e partie)
Bâtiment Europa, Bruxelles
13 mai 2020 (10:00)

1. Adoption de l'ordre du jour
Approbation des points "I" figurant en annexe

Points avec débat (II)

Affaires étrangères

2. Vidéoconférence UE-Balkans occidentaux, 6 mai 2020:
suivi
3. Vidéoconférence informelle des ministres des affaires
étrangères/Défense, 12 mai 2020: suivi
4. Vidéoconférence informelle des ministres des affaires
étrangères, 15 mai 2020: préparation

Affaires économiques et financières

5. Règlement du Conseil portant création d'un instrument européen
de soutien temporaire à l'atténuation des risques de chômage en
situation d'urgence (SURE) à la suite de la pandémie de
COVID-19  7277/20
Décision de recourir à la procédure écrite pour l'adoption
6. Vidéoconférence informelle des ministres de l'économie et des
finances, 19 mai 2020: préparation

Divers

o
o o

En marge de la réunion du Coreper:

**CONFÉRENCE DES REPRÉSENTANTS DES GOUVERNEMENTS DES ÉTATS
MEMBRES**

cf ST 7568/20

Points sans débat (I)

Affaires portées devant les juridictions

7. Affaire C-930/19: X / État belge (Juridiction de renvoi: Conseil du Contentieux des Étrangers - Belgique) 7738/20
Note d'information destinée au Comité des représentants permanents (2^e partie) JUR
MIGR
8. Affaire T-180/20: JE / Conseil et Conférence des représentants des gouvernements des États membre - recours en annulation 7781/20
Note d'information destinée au Comité des représentants permanents (2^e partie) JUR
9. Affaires T-198/20: Shindler e.a. / Conseil, T-231/20 et T-231/20 R: Price / Conseil 7836/20
Note d'information destinée au Comité des représentants permanents (2^e partie) JUR

Affaires institutionnelles

Nominations

10. Un suppléant (IT) du Comité des régions 7611/20
Adoption par procédure de silence 7610/20
CDR

Transparence

11. Accès du public aux documents 7052/20 + ADD 1
Demande confirmative n° 09/c/01/20 7801/20
Décision de recourir à la procédure écrite pour l'adoption INF
API

Affaires économiques et financières

12. Décision relative à une assistance macrofinancière dans le contexte de la pandémie de COVID-19 7795/20
Décision de recourir à la procédure écrite pour l'adoption de l'acte législatif ECOFIN
Décision de déroger au délai de huit semaines prévu à l'article 4 du protocole n° 1 sur le rôle des parlements nationaux dans l'UE

- | | | | |
|-----|---|--|--------------------------------------|
| 13. | Position du Conseil concernant le PBR n° 4/2020 (Mobilisation du Fonds de solidarité de l'UE)
<i>Décision de recourir à la procédure écrite pour l'adoption</i> | 
 | 7765/20
7766/20
7671/20
FIN |
| 14. | Décision relative à la mobilisation du Fonds de solidarité de l'Union européenne pour venir en aide au Portugal, à l'Espagne, à l'Italie et à l'Autriche
<i>Approbation</i>
<i>Décision de recourir à la procédure écrite</i> | 
 | 7768/20
7769/20
FIN |
| 15. | Rapport spécial n° 08/2020 sur les investissements de l'UE dans les sites culturels
<i>Désignation d'un groupe de travail</i> |  | 7647/20
FIN |
| 16. | Conclusions sur les bilans approfondis de 2020 et la mise en œuvre des recommandations par pays de 2019
<i>Décision de recourir à la procédure écrite pour l'adoption</i> | | 7700/20
7727/20
ECOFIN |

Affaires générales

- | | | | |
|-----|---|--|-----------------------------|
| 17. | Position commune sur l'utilisation des TIC à des fins criminelles
<i>Approbation</i> | | 7809/20
7677/20
CYBER |
|-----|---|--|-----------------------------|

Affaires étrangères

- | | | | |
|-----|--|---|----------------------------------|
| 18. | Rapport du HR sur le Centre satellitaire (2014-2019)
<i>Approbation</i> | | 7833/20
13699/19
CFSP/PESC |
| 19. | (évent.) Déclaration commune des membres du Conseil de l'EEE
<i>Approbation du texte de la déclaration</i> | | 7718/20
EEE |
| 20. | Décision du Conseil relative à la mission de l'Union européenne visant au renforcement des capacités en Somalie (EUCAP Somalia)
<i>Décision de recourir à la procédure écrite pour l'adoption</i> |  | 7654/20
7592/20
CORLX |
| 21. | Décision du Conseil modifiant la décision (PESC) 2019/2110 relative à une mission de conseil PSDC de l'Union européenne en République centrafricaine (EUAM RCA)
<i>Décision de recourir à la procédure écrite pour l'adoption</i> |  | 7735/20
7663/20
CORLX |

Positions de l'UE en vue de négociations internationales

22. Décision du Conseil relative à la position de l'UE au sein du Comité mixte de l'AECG quant à l'adoption d'une décision réglant les questions de nature administrative et organisationnelle concernant le fonctionnement du Tribunal d'appel
Décision de recourir à la procédure écrite pour l'adoption
23. Décision du Conseil relative à la position de l'UE au sein du Comité mixte de l'AECG quant à l'adoption d'une décision concernant la procédure d'adoption d'interprétations conformément aux articles 8.31.3 et 8.44.3 a) de l'AECG en tant qu'annexe de ses règles de procédure
Décision de recourir à la procédure écrite pour l'adoption
24. Décision du Conseil établissant la position de l'UE au sein du Comité des services et de l'investissement de l'AECG quant à l'adoption d'un code de conduite à l'intention des membres du Tribunal, des membres du Tribunal d'appel et des médiateurs
Décision de recourir à la procédure écrite pour l'adoption
25. Décision du Conseil établissant la position de l'UE au sein du Comité des services et de l'investissement de l'AECG quant à l'adoption de règles en matière de médiation destinées à être utilisées par les parties au différend dans le cadre des différends relatifs aux investissements
Décision de recourir à la procédure écrite pour l'adoption



7037/1/20 REV 1
13025/19
6964/20
FDI



7038/1/20 REV 1
7038/1/20 REV 1
ADD 1
13028/19
6965/20
FDI



7039/1/20 REV 1
13031/19
6966/20
FDI



7040/1/20 REV 1
13034/19
6967/20
FDI



Première lecture



Procédure législative spéciale



Procédure de silence (article 12, paragraphe 2, du règlement intérieur du Conseil)



Décision de procédure par le Coreper (article 19, paragraphes 3 et 7, du règlement intérieur du Conseil)



Sur la base d'une proposition de la Commission